

Partie 3

Le migrant, un acteur du développement ?

Le thème retenu pour cette partie autorise un large spectre de déterminants analytiques susceptibles d'être croisés à la fois dans le temps long et dans l'espace multidimensionnel. Les quatre chapitres présentés ci-après déclinent le thème de manière tout à fait complémentaire, à la fois thématiquement et géographiquement. Deux contributions concernent le continent américain (Bolivie et Mexique), et deux autres l'Afrique de l'Ouest francophone.

Il apparaît de plus en plus évident que l'évolution des formes migratoires actuelles se traduit par une diversité croissante des profils et figures de migrants et conduit à s'interroger sur les types de liens entretenus avec les régions d'origine et par voie de conséquence sur le processus de développement dans ces régions. De fait, un Vietnamiens ou un Ukrainien a une probabilité de comportement migratoire totalement différente de celui d'un Argentin ou d'un Sénégalais, et tous ont une probabilité de comportement migratoire totalement différente de celui de leurs parents : la relation avec le passé migratoire et les liens avec une éventuelle communauté et (ou) diaspora diffèrent selon le poids de l'histoire propre à chaque migrant. L'impact des formes modernes de mobilité sur les logiques socio-économiques déterminées par la hiérarchie des marchés du travail se traduit par des analyses nouvelles concernant les liens avec les lieux d'origine des migrants, avec en filigrane la question récurrente de leur contribution au développement et le rôle des États concernés soit directement (politique migratoire active), soit par le biais d'institutions et organismes spécifiques (politique inductive d'accompagnement).

Au regard de cette problématique inhérente à l'interactivité des logiques socio-économiques et du développement local, il n'est pas superflu de rappeler que les travaux d'analyse et de recherche concernant les migrations se sont longtemps référés aux mécanismes macro-économiques, en termes d'ajustement des populations actives aux marchés du travail, c'est-à-dire en termes de flux de migrants. Au fil du temps et de l'accumulation des effectifs d'immigrés, avec des durées de présence très diverses dans les sociétés d'accueil et l'émergence de leur descendance, est apparue l'importance croissante des facteurs microsociaux, et donc des analyses en termes de stocks. Dès

lors, se posent des questions multiples : dans quelle mesure la migration peut-elle apparaître comme une dynamique participative du développement ? Vers quelle transformation des modalités du développement conduit-elle ? Les « migrants-retour », que certains auteurs appellent parfois les « rémigrants », obéissent-ils à une logique dominante, sorte de stratégie du migrant susceptible d'être théorisée ou bien s'agit-il plutôt de comportements d'opportunité dont les paramètres sont largement conjoncturels et corrélés à l'équation socio-économique propre à chaque migrant ?

À ces interrogations, Jorge Durand répond par une réflexion en forme d'essai théorique sur « le principe du rendement décroissant », présenté comme une possible grille d'analyse pour le cas des migrants de retour volontaire. L'analyse du rendement décroissant est fondée sur une approche globale de la décision du migrant, c'est-à-dire non seulement économique, mais aussi sociale, politique et culturelle. On considère que l'intégration à la société de destination contient une limite difficile à dépasser dans la mesure où le rythme d'apprentissage de la langue et de la culture tend à être décroissant, l'effort d'intégration allant évidemment en s'amenuisant. Par delà un rappel historique bienvenu des contributions des économistes sur ce thème des rendements décroissants, il s'agit ainsi de montrer que la baisse tendancielle du taux de profit peut être directement corrélée avec le facteur temps et l'évolution des logiques socio-économiques. De fait, avec le temps, le gain monétaire obtenu par la migration s'estompe en regard des contraintes d'installation et de reconnaissances dans la société d'accueil. À l'inverse, le retour dans la société d'origine peut générer des opportunités de mobilité sociale, voire un certain prestige. Dans ce contexte de gains comparatifs entre le fait de rester ou de repartir, l'ancienneté de la migration – soit la durée de séjour hors du pays d'origine – constitue un discriminant important.

Francis Mestries, par une contribution plus descriptive, propose une typologie des différentes phases, circuits et trajectoires migratoires de la paysannerie du café au Mexique. Ce travail de mise en perspective historique des mutations comportementales de la société paysanne mexicaine, plus particulièrement celle du Veracruz, met en exergue, à partir d'analyses socio-culturelles,

l'accélération du phénomène migratoire. Pourtant, les circuits et trajectoires obéissent à des contraintes toujours plus risquées et aléatoires. Certes, la globalisation des marchés, la fluidité des communications et l'organisation de réseaux lucratifs qui relient les marchés du travail des États-Unis aux réserves de main-d'œuvre du Mexique rural, intensifient les relations. Ces évolutions sous-tendent aussi l'émergence rapide de caractéristiques typiques d'une deuxième phase migratoire correspondant à la perte de contrôle par les communautés de leur dynamique migratoire.

De fait, les envois d'argent sont le plus souvent devenus le revenu principal de l'économie paysanne, tandis que les migrants relèvent parallèlement d'emplois plutôt urbains, grâce à la consolidation de leurs filières alors qu'ils perdent progressivement leur intérêt pour le métier originel de la famille, celui d'agriculteur. À la suite de nombreux autres travaux comparables, cette contribution vient confirmer que l'identité sociale des migrants se transforme rapidement tandis que la vie des communautés se restructure autour de la migration. Il en résulte de nombreuses interrogations concernant la logique socio-économique des réseaux migratoires que génère et supporte la communauté paysanne. Se pose alors la question de la surdétermination de la conjoncture économique de la production de café sur les motivations et les dynamiques migratoires. Parallèlement, les montants et usages des envois d'argent des migrants à leur communauté (selon la phase migratoire, les trajectoires et projets de vie des migrants, les filières d'activité) font réfléchir sur la perception de la migration par ses acteurs pour déterminer s'il s'agit d'une migration avec retour ou de la constitution progressive d'une diaspora.

Dans un registre comparable, s'agissant d'envois d'argent et de leur impact local, au Mexique à partir des États-Unis et en Bolivie à partir de l'Argentine, Virginie Baby-Collin, Geneviève Cortes et Laurent Faret montrent, à partir de fines données d'enquêtes, que la constitution de pôles spécifiques de concentration d'immigrés de même nationalité dans les pays récepteurs constitue un facteur de renforcement marqué du lien entre les migrants et leurs régions d'origine. Ce qui se traduit par une profonde transformation des modes de déplacements mais aussi

par des formes plus structurées d'échanges transnationaux, au sein desquelles les transferts de fonds sont déterminants. Leur importance croissante et surtout les usages qu'en font les sociétés réceptrices – investissements productifs et structurels versus consommation non productive – sont devenus un objet d'étude de plus en plus marqué des liens entre migrations et développement. Bien que les statistiques officielles des envois de fonds soient largement sujettes à caution, il apparaît ainsi clairement qu'il s'agit d'une dynamique en forte croissance qui s'accompagne de perturbations socio-économiques à moyen et long terme. La caractérisation des incidences des transferts de fonds sur le développement des espaces de départ constitue un apport intéressant à l'analyse comparative entre les deux pays d'étude. Elle fait notamment apparaître des dynamiques plurielles d'investissement et des modèles différents selon les besoins et le degré supplémentaire de confort recherché par les familles réceptrices des fonds. Comme dans la contribution précédente, la notion de coût social qui accompagne les transferts de fonds permet de mettre en exergue la nécessité d'analyser globalement les conséquences de la migration sur le développement local, et non pas du seul point de vue économique et financier.

En changeant de continent, un éclairage complémentaire de cette même question des usages des dividendes financiers de l'émigration est apporté par la contribution de Seydou Keïta concernant la mobilisation des ressources des Maliens de l'extérieur, qui pose aussi en filigrane la problématique du développement dans son acceptation large. Une rétrospective bienvenue des migrations au Mali, depuis le temps des grands empires jusqu'à nos jours, permet de bien poser le cadre réflexif des phases des migrations post-coloniales après l'indépendance en 1960 et d'analyser leur évolution selon le rôle joué par les migrants et par les institutions. Ainsi, les logiques socio-économiques se déclinent dans le temps à travers divers indicateurs parmi lesquels figurent en bonne place les questions de la mobilisation des ressources des Maliens de l'extérieur et de la sécurisation des biens dans le pays d'accueil. Au final, on retrouve la question centrale du migrant acteur du développement dans son pays d'origine et il apparaît clairement que dans le cas du Mali, la tentation, pour ne pas dire la

pratique intensive du clientélisme et de l'intrigue politico-institutionnelle l'emporte largement sur une éventuelle dynamique d'investissements productifs.

Bien que située dans un espace limitrophe des Maliens, l'analyse des logiques socio-économiques des migrants burkinabé s'avère relativement différente. La contribution d'Alain Bonnassieux, faisant écho à celle de Sylvie Bredeloup dans la partie précédente, retrace l'évolution de leurs réseaux en Côte d'Ivoire, avec leurs forces et leurs limites, depuis le début des années 1980, en mettant en exergue les conséquences de la rupture politique des rapports entre les deux pays en 1999. Les interactions des réseaux migratoires burkinabé avec le développement local sont analysées à l'aune de l'enracinement ancien de la diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire, des difficultés de réinsertion des migrants et de l'intense accroissement de la mobilité depuis la crise ivoirienne de 1999 notamment, accompagnée de retours dans des conditions parfois dramatiques. La durée d'absence de l'émigré burkinabé apparaît ici encore comme un discriminant de première importance, tandis que l'émergence d'un espace transnational, largement informel, lié à la situation de crise entre les deux pays et à la fermeture des frontières en 2002, constitue un processus de réponse sociétale particulièrement intéressant. Les conséquences en termes de développement économique ne sont évidemment pas analysées ici comme dans les situations précédemment évoquées puisque prévaut une conjoncture de crise avec des recompositions socio-économiques, mais aussi ethno-culturelles, dont on ne maîtrise pas encore clairement toutes les conséquences.

Au travers de ces déclinaisons très complémentaires de ce même sujet des logiques socio-économiques et de leurs liens au développement, la tentation est grande de rapprocher les situations analysées ici des réponses offertes par les sociétés d'accueil en termes de politique migratoire. En France, le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration est source de débats contradictoires intenses où les paramètres socio-économiques et leurs liens apparaissent peu et (ou) sont relativement mal appréhendés. Les migrations sont souvent considérées comme un symptôme de désordre, où le migrant peut être à la fois exclu par la société d'accueil et repoussé par celle d'origine, tandis

que l'étranger est fréquemment le bouc émissaire idéal des politiciens, des secteurs sociaux frustrés ou des gouvernants dans l'échec, les nationalismes se développant facilement sur le terrain des préjugés caricaturaux. Les textes de cette partie s'inscrivent dans la restitution d'un colloque dont le mérite est d'avoir multiplié les regards croisés, avec en filigrane la préoccupation de contribuer au développement, dans l'acceptation générique du terme.

Hervé DOMENACH